

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18985 - 73ÈME ANNÉE

Face à l'offensive générale du pouvoir dans tous les secteurs

Convergence des luttes pour le 1er mai



Les représentants de l'intersyndicale CGTR-FO-FSU-UNEF ont présenté hier la journée d'action du 1er mai.

L'intersyndicale CGTR-FO-FSU-UNEF a présenté hier la journée d'action du 1er mai. Elle sera marquée par un défilé des syndicats à Saint-Denis entre le Jardin de l'État et la préfecture. L'objectif est d'intensifier et d'élargir la mobilisation contre la politique du gouvernement qui a lancé une offensive générale contre toutes les conquêtes sociales obtenues ces dernières décennies.

Après le défilé du 19 avril, l'intersyndicale fera du 1er mai un nouveau temps fort de mobilisation contre la politique de casse sociale menée par le gouvernement. Quatre organisations constituent cette intersyndicale : UNEF, FSU, FO et CGTR. Elles appellent à un défilé à Saint-Denis, du Jardin de l'État à la préfecture. Ce 1er mai se déroule dans un contexte d'offensive générale du

pouvoir contre les conquêtes sociales obtenues ces soixante dernières années : droit à la retraite digne, accès à l'Université, remise en cause du Code du Travail, menace sur le statut du fonctionnaire et suppression de 120.000 postes dans la fonction publique.

Les syndicats sont dans la continuité des luttes qui ont été menées contre la loi El Khomri et les Ordonnances Macron, rappelle Ivan Hoareau, secrétaire général de la

CGTR, « la convergence des luttes est tout à fait normale car l'attaque est générale ». À La Réunion, le chômage augmente, la situation sociale s'aggrave, constate-t-il, « la question de la cherté de vie reste posée, au-delà des prix ce sont le niveau des salaires et des revenus sociaux ».

Service public en danger



Le 19 avril, les syndicats étaient dans la rue pour une manifestation unitaire.

Marie-Hélène Dor (FSU) déplore la volonté de « nous imposer un modèle social débridé ». La FSU constate que l'obstacle à ce modèle, « ce sont les acquis sociaux et les services publics ». « Il est urgentissime de sauver les services publics », affirme-t-elle.

« Nous prenons nos responsabilités pour être dans la rue », souligne David Belda (FO). Il note la prise de conscience d'un changement profond de politique des différents gouvernements par rapport aux précédents avec les attaques contre le Code du Travail et les fonctionnaires. « À La Réunion, les effets de ces politiques auront un impact plus important. La mort du service public est un danger ».

« Les différentes réformes qui passent concernent notre avenir », déclare Dany Elisabeth (UNEF-Réunion). « Parcoursup touche pleinement le supérieur et continue de diviser les gens. La sélection est déjà là en Master ». La mise en place des prérequis « va renforcer les inégalités déjà existantes avec l'exclusion des Bac Pro et Bac Technologique ».

Il rappelle que les jeunes sont particulièrement victimes de l'aggravation de la situation sociale : « 85 % des étudiants sortant de l'Université ont un contrat précaire à la sortie ».

« Tout est fait pour affaiblir le syndicalisme »

Au sujet de la politique du gouvernement, Ivan Hoareau rappelle que les syndicats sont des remparts. Il évoque la raison pour laquelle le gouvernement attaque la SNCF. Il doit se dire que « si les cheminots cèdent, alors la digue cède ». « C'est ce qui s'est fait dans d'autres pays en attaquant les noyaux durs » de la résistance syndicale aux contre-réformes. Cette politique cible en effet essentiellement les syndicats : « la loi El-Khomri est une remise en cause du syndicalisme », rappelle Ivan Hoareau, « ceux qui ont des problèmes iront de moins en moins aux Prud Hommes » du fait du plafond qui limite le montant de l'indemnité due en cas de licenciement abusif.

« Tout est fait pour affaiblir le syndicalisme » alors que dans le même temps, les partis porteurs de valeurs progressistes sont en recul. « Face à la tentative de submersion du mouvement syndical, nous essayons de faire émerger le lien entre toutes ces luttes », poursuit le secrétaire général de la CGTR. Face à cette offensive, le mouvement des cheminots est une réponse, précise Marie-Hélène Dor, car ils ont choisi d'innover avec un nouveau mode d'action, la grève perlée.

Sans syndicats, avec qui discuter ?

Ces attaques contre les syndicats ne sont pas sans risque pour la cohésion de la société. Déjà au sein des organisations, la tension monte. « Des courants nous poussent à aller vers des actions plus dures, ponctuelles, à FO-Santé on le sent. Cela doit être structuré », indique David Belda, « cela implique à nous questionner sur nos types d'action. On arrivera à quelque chose qui sera très fort ». « Si les syndicats sont déconsidérés, avec qui le gouvernement négociera, avec ceux qui crient le plus ? », ajoute Ivan Hoareau.

Ce 1er mai sera une étape de la mobilisation qui se poursuivra avec une journée d'action le 22 mai dans la fonction publique à l'appel de toutes les organisations syndicales. En conclusion, Ivan Hoareau a indiqué que la CGTR fêtera son cinquantième le 9 juin à la mairie de Saint-Denis en présence de Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT.

M.M.

Edito

Voie du dialogue en Corée : la rencontre historique a commencé

Ce vendredi a débuté à Panmunjom le sommet entre les deux dirigeants des États coréens. Il a commencé par une poignée de main historique entre Kim Jong-Un et Moon Jae-In sur la ligne de démarcation fixée depuis l'armistice de 1953. Moon Jae-In a ensuite été invité à franchir la marque de béton pour faire quelques pas en Corée du Nord. Puis les deux responsables ont poursuivi leurs échanges en allant du côté Sud de la ligne, pour se rendre dans un bâtiment construit par la Corée du Sud. C'est là que les discussions ont commencé.

Les attentes sont grandes, compte tenu de la tension qui régnait encore voici quelques mois dans la péninsule. La situation a changé à la suite du discours de la nouvelle année de Kim Jong-Un. Le dirigeant nord-coréen annonçait la présence d'une délégation aux JO qui se tenait en Corée du Sud en janvier. Les délégations des deux États coréens ont défilé ensemble lors de la cérémonie d'ouverture, derrière un drapeau symbolisant la réunification de la Corée.

L'objectif de cette rencontre est de faire avancer la paix. Car depuis la fin de la guerre de Corée en 1953, c'est toujours une situation de cessez-le-feu qui prévaut. La conclusion d'un accord a des effets sur un troisième acteur, les États-Unis, qui entretiennent un contingent de plus de 20.000 soldats en Corée du Sud. Une rencontre entre Kim Jong-Un et Donald Trump est d'ailleurs prévue. Ainsi pourrait se tourner un conflit qui remonte au début de la Guerre froide, quand la Corée libérée de l'occupation japonaise n'avait pas pu redevenir un État unifié indépendant et avait subi le sort de l'Allemagne, séparée en deux États suivant les contours de zones d'occupation d'armées étrangères.

L'évolution rapide des événements rappelle le pouvoir considérable de la voie du dialogue. Panmunjom est le lieu où a été signé l'armistice de la Guerre de Corée, il est alors devenu le symbole de la division du pays. Depuis aujourd'hui, il est un symbole de paix.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

1er mai, 22 mai,... Notre force collective sera leur faiblesse !



Pour construire son « nouveau monde » ultra-libéral, le gouvernement Macron-Philippe cogne sans relâche sur tout ce qui peut y faire obstacle : les acquis sociaux et les services publics.

Pour cela il a besoin de faire taire tous les élans collectifs qui pourraient se fédérer ; il utilise la répression policière et judiciaire (Notre-Dame-Des-Landes, universités, aide aux migrants...) et tente en parallèle de manipuler l'opinion avec le soutien des grands groupes de médias dont il est proche et qui n'ont de cesse de minorer l'ampleur des mobilisations et d'agiter la vieille fable des « usagers pris en otage » qu'il s'agisse des trains ou des facs. L'objectif est d'entretenir une défiance voire une hostilité de la part des usagers (voyageurs, étudiants,...) à l'égard des grèves et blocages et des syndicats qui les organisent.

Poursuivant sa tentative d'éteindre les contestations, ce qui est déjà en soi un aveu de faiblesse, Emmanuel Macron réfute toute « coagulation des mécontentements » pour renvoyer chacun à ses luttes sectorielles et en affaiblir ainsi la portée.

De même quand il parle de recours massif aux emplois précaires qui accompagneront les suppressions de postes dans la Fonction Publique, il espère diviser entre eux les fonctionnaires et les non-titulaires présents et à venir. Quand il met en avant le salaire « au mérite », il espère renforcer l'individualisme par une mise en concurrence des personnels.

Son objectif est bien de diviser les uns et les autres, voire les uns contre les autres pour éviter la construction d'une unité qui constituerait une force capable de le faire reculer.

Il poursuit un but exactement iden-

tique quand il annonce aux cheminots que seuls les nouveaux recrutés seront touchés par la suppression du statut.

Il n'a rien inventé : en 1997 à La Réunion, sous la présidence de Jacques Chirac, le ministre Jean-Jacques De Peretti avait utilisé la même stratégie pour tenter de supprimer l'indexation des salaires dans la Fonction Publique en répétant que cette suppression ne concernerait que les nouveaux recrutés. Il a été bien surpris de voir la solidarité totale des agents envers leurs futurs collègues, des agents qui ont massivement fait grève, manifesté et obtenu ainsi le retrait du projet.

Et c'est bien parce que cette solidarité n'a pas failli que le projet a été abandonné.

Face au rouleau compresseur en marche contre les acquis sociaux, la FSU appelle à ne pas se laisser illusionner par la com' gouvernementale ni abuser par une rhétorique démobilisatrice visant à faire primer les intérêts particuliers sur l'intérêt général.

Si nous voulons une société plus juste, un partage équitable des richesses, des services publics capables de répondre aux besoins de la population qu'il s'agisse d'éducation, de justice, de sécurité, de santé, d'environnement... il est plus que temps de converger, de fédérer, de se rassembler et d'opposer à leur faiblesse notre force collective.

C'est pourquoi la FSU Réunion appelle à la poursuite des mobilisations notamment le 1er mai, fête internationale du Travail et le 22 mai, à l'occasion de la mobilisation unitaire de l'ensemble des syndicats de la Fonction Publique.

FSU Réunion

In kozman pou la rout

« Koshon i grinp pa dsu pyé d'boi ! »

Dann bann kozman pou la rout, i ariv, tazantan ni fé apèl bann zaimo. Zordi ni fé apèl koshon. Mi pans zot i koné lo kozman : pran in koshon pou in shoval de kours. Sansa ankor : konm in koshon dsi in razoir épi d'ot ankor. Tout fason vi bann léktèr témoignaz konm sa lé kiltiré dann nout kiltir popilèr, sak mi di la pa pou étone azot, la pa pou sirprann azot, la pa non pli pou anbriye z'ot léspri. Mé zot i oi bien néna dé shoz lé posib é d'ot lé pa posib é konm ni di souvan dé foi i fo pa domann l'inposib é in koshon k'i grinp dsu pyé d'boi sé in kékshoz inposib. Alé ! Mi kite azot rofléshir la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Billet philosophique

L'importance de la culture des liens intergénérationnels

Tout le monde sait que parmi les conditions d'un développement durable à La Réunion il y a la nécessité de créer des liens économiques, sociaux et culturels équitables, solidaires et respectueux des droits de tous les citoyens, dont le droit à la responsabilité. Pour aller dans ce sens, on doit peut-être aussi cultiver des liens de solidarité entre les diverses générations de notre peuple pour être fidèles à tous nos ancêtres combattants de la justice et la liberté.



fants réunionnais dans les années 1960-70 déracinés de leur pays car « Débré la di (...) déor la Mèr Patri ». Un autre chant que l'on peut citer dans son album "Voun" et qu'il a proclamé ce soir-là en raison « de la nécessité de nous rappeler l'histoire de notre pays, ô combien tragique, pour comprendre notre présent » est "Pokor". Ce chant rappelle les douleurs des ancêtres esclaves et engagés : « Monmon i plèr dan la kaz, son larm la tonbé, li mazine lo tan lèsklavaz, son doulèr pokor alé ».

« La pa nou pou larg lo kor »

Enfin, nous citerons la prestation de René Lacaille, qui a notamment rendu hommage à des artistes ayant marqué notre histoire culturelle par leurs engagements pour le maloya longtemps interdit, comme par exemple Madoré et Hervé Imar. Aux côtés de jeunes artistes, comme deux de ses enfants et Arnaud Bazin, il a aussi montré à quel point il est important pour les gramoun de passer le relai à la jeunesse pour continuer une œuvre accomplie pendant des décennies.

Pour illustrer la richesse de ces liens intergénérationnels, qui ont beaucoup plu au public très nombreux, René Lacaille était également accompagné par Tikok Vellaye et bien sûr par Zanmari Baré. Et celui-ci avait lui-même rendu hommage dans l'un de ses chants à Dédé Lansor, ce célèbre militant culturel décédé en 2013, qualifié de « aou minm minm Zélinдор » (un esclave maron), auquel il veut rester fidèle en lui disant : « Té dalon Dédé Lansor, non la pa nou pou larg lo kor ».

Roger Orlu

Zanmari Baré èk René Lacaille é zot bann dalon o Témat Plein Air Sinzil lo 21 avril. (photo K.B.)

La conférence tenue le 20 avril dernier au Centre culturel Lucet Langenier de Saint-Pierre par l'historien, guide, conférencier et écrivain Énis Rockel avec Les Amis de l'Université sur "François Mussard, dit « Oreilles », chasseur de marons" a donné de quoi réfléchir à ce sujet. En effet, à cette occasion, il a été rappelé avec précision comment celui qui est qualifié de « Hitler de notre histoire réunionnaise de l'esclavage » a accompli de façon terrible, au service de l'État colonial français et des classes dominantes du pays, des chasses mortelles contre les esclaves en fuite et résistants. En citant les découvertes de plusieurs historiens comme Sudel Fuma et Bruno Maillard sur ces chasses, Énis Rockel a aussi rappelé par exemple que les chasseurs de marons sont devenus très riches en livrant aux gouverneurs les oreilles des esclaves rebelles massacrés. Et

François Mussard a reçu du roi Louis XIV un fusil que l'on peut voir dans l'importante exposition de Charlotte Rabesahala et Laurent Hoarau sur le maronage au Centre culturel Sudel Fuma (en face de la mairie de Saint-Paul).

« Li mazine lo tan lèsklavaz »

Un autre événement d'actualité qui a contribué de façon très pertinente à la culture réunionnaise des liens intergénérationnels est le concert tenu le 21 avril au Témat Plein Air de Saint-Gilles par Zanmari Baré et René Lacaille avec plusieurs autres artistes talentueux de divers âges. À cette occasion, Zanmari Baré a chanté par exemple "Déor in paradi", où il dénonce le crime dont ont été victimes des milliers d'en-

Oté

Bann lézann i sort tout l'androi nout bann vyé l'ansète i sort

Na poin tro lontan ankor moin la antann dir, in vyé pèrsone kan sa I sava dann l'ot koté la vi, sé konm in bibliotèk I bril pars kan li sava li amen avèk li tout sort trézor la konésans. Domaz, mé lé konmsa. Si nou l'avé fé nout MCUR, é si shakinn rant nou l'avé in kazyé pou ansèrv magazin nout kiltir, sré pa pèrdu. Mé zot i koné la pa konmsa ditou !

Pou kosa mi di sa ? Pars souvan dé foi, kan mi rode lo pourkoi dann kèkshoz, mi di si mon papa lété ankor la, moin noré domann ali. Mé konm li lé pi la, lé posib mi konétra pa zamé. In l'égzanp ? Kan mi rakont azot zistoir Laramé é ké mi koné sa lété in lézann la spass laba dann péi l'érop, mi domann amoin kisa la rakont ali sa ? In vyé l'ansien sa lé sir mé kèl é koman lo vyé l'ansien la konète sa épi la konète rakont sa.

L'èrla, mi pans in vyé l'ansète téi sort La Frans sansa L'Erop la amenn sa dann son mémoir épi la rakont sa son zanfann épi zanfann la rakont lézann-la son zanfann insi s'suit ziska mon papa é li la rakont anou sa. Mi pans la kiltir popilèr té i transmète konmsa, dann tan l'avé poin You Tube, mèm l'avé poin liv sa lété marké d'dan. I fo dir dann tan-la l'avé poin la radyo, l'avé poin la télé, épi kan ou téi koné in n'afèr, sé pars in moun té i koné la rakont aou é ou la armasé. Anplis sa in manyèr transmète i bote amoin bien.

Zot va dir amoin, moin l'aprè anparl bann lézann té i sort L'Erop é mi anparl pa bann lézann té i sort kisoï la Shine, kisoï L'Afrik, kisoï l'Inn épi in takon l'androi demoun La Rényon i sort. Mon répons lé sinp : mi pans bann désandan zésklav la ramas pou nou bann lézann bann péi z'ot bann zansète, mi pans galman bann désandan zangajé la ramass dann z'ot mémoir bann lézann zot vyé famiy l'amenn avèk zot. Final de kont, mi pans tout demoun la vni shé nou la amenn avèk zot z'ot kiltir popilèr é zordi sa lé a nou.

Mi koné pa si zot lé dakor avèk moin : an kak non, fé konète amoin ! Ankak oui, fé konète amoin galman. Alé ! ni artrouv pli d'van.

Justin